



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 8 mars 2021

## SOMMAIRE

### Chine continentale

#### Conjoncture ([ici](#))

**Réserves de change :** poursuite de la légère baisse des réserves de change en février

**IPP et IPC :** divergence entre l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) qui continue de se contracter et la forte croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) en février

**Crédits et masse monétaire :** rebond de la croissance des agrégats de financement à +13,3% en février

**Politique budgétaire :** les orientations de la politique budgétaire pour l'exercice

**Sécurité sociale :** le NSSF a affiché le premier déficit annuel à 622 Mds RMB en 2020

#### Banque et finance ([ici](#))

**Marchés boursiers :** poursuite de la baisse, dans le sillage des Lianghai, amorcée lors de la réouverture après le Nouvel An Chinois

#### Echanges et politique commerciale ([ici](#))

**Commerce bilatéral:** hausse importante des exportations de biens vers la Chine en janvier, tirée par les produits de luxe

**Commerce extérieur chinois:** hausse importante des exportations sur les deux premiers mois de l'année

**Relations Chine – US :** déplacement prévu de Yang Jiechi et de Wang Yi en Alaska les 18 et 19 mars

**Accords de libre-échange :** le RCEP a été ratifié le 8 mars par le parlement chinois

**Covid-19 :** l'administration Biden prolonge l'exemption de droits de douanes sur les produits médicaux chinois

#### Climat des affaires ([ici](#))

**Lianghai :** renforcement des outils juridiques chinois à prévoir

**Climat des affaires :** AmCham publie les résultats de son enquête annuelle

## Industrie et numérique [\(ici\)](#)

**Politique industrielle :** le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal confirme la volonté d'autonomie technologique mais adopte une approche prudente sur la coopération internationale en matière d'innovation

**Politique industrielle :** la Chine souhaite se renforcer dans l'industrie manufacturière

**Politique industrielle :** le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal prévoit un soutien à la R&D et met l'accent sur la recherche fondamentale

**Matières premières :** la Chine renforce le contrôle de son approvisionnement en nickel pour la production de batteries

**Semi-conducteurs :** les associations de l'industrie des semi-conducteurs chinoise et américaine établissent un groupe de travail commun

## Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

**Transport aérien :** la Chine lance un passeport sanitaire numérique pour accompagner la reprise des voyages internationaux

**HNA :** faillites ou restructurations en cascade, notamment de ses entreprises aériennes ou aéroportuaires

**Energie :** la Mongolie Intérieure bannit l'extraction de cryptomonnaies et les nouveaux projets de production d'aluminium dans l'optique de réduire son intensité énergétique

**Transports:** la Chine dévoile ses orientations dans le domaine des transports aux horizons 2025 et 2035

**Climat :** entretien entre XIE Zhenhua et la Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Mme Patricia ESPINOSA

## Actualités régionales [\(ici\)](#)

**Anhui :** inclusion officielle de la ville de Hefei dans le plan du Grand Hongqiao

**Zhejiang :** annonce de l'ouverture de la vaccination gratuite dans les villes de Shaoxing et Wenzhou

**Sichuan :** le rail Chengdu-Lhassa, chantier d'infrastructure majeur, au menu du plan quinquennal

**Shenzhen :** les paiements transfrontaliers en RBM ont atteint un niveau record en 2020

**Shenzhen:** lancement d'une expédition de véhicules autonomes à travers la Chine

## Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

### Hong Kong

**Bourse :** Baidu devrait prochainement être listée à Hong Kong

**Transport aérien :** pertes record pour Cathay Pacific en 2020

**Climat des affaires :** Hong Kong sort du classement des économies les plus libres

**Population fortunée :** *Hong Kong ne devrait voir sa population ultra-fortunée croître que de 5% au cours des 5 prochaines années*

## Macao

**Bilan économique 2020 :** *le PIB de Macao en baisse de 56,3%*

## Taiwan [\(ici\)](#)

**Indice de liberté économique :** *Taiwan se classe au 6<sup>ème</sup> rang du classement de la Fondation Héritage*

**Réserves de change :** *Taiwan recule au 6<sup>ème</sup> rang mondial*

**Commerce extérieur :** *l'excédent commercial progresse de 59% sur les deux premiers mois de l'année*

**Covid-19 :** *Taiwan annonce la construction d'une nouvelle usine de vaccins d'ici 2024*

**Semi-conducteurs :** *le Taïwanais GlobalWafers rachète l'allemand Siltronic*

## Mongolie [\(ici\)](#)

**Secteur minier :** *22% du PIB de la Mongolie en 2020*

**Finances publiques:** *la dette extérieure de la Mongolie en augmentation de 1,5 Md USD en 2020*

# Chine continentale

## Conjoncture

### **Réserves de change : poursuite de la légère baisse des réserves de change en février**

D'après les données publiées par la SAFE le 7 mars, les réserves de change enregistrent une légère baisse de 5,7 Mds USD en février, après une réduction de 5,9 Mds USD en janvier : depuis fin décembre 2020, les réserves de change sont ainsi revenues de 3217 à 3205 Mds USD (-0,37% en g.m.). Cette diminution est due aux variations de taux de change et de prix des actifs. Eu égard aux variations de taux de change, les principales devises se sont globalement dépréciées par rapport au dollar en février, l'euro et le yen se sont dépréciés respectivement de -0,5% et de -1,8%.

### **IPP et IPC : divergence entre l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) qui continue de se contracter et la forte croissance de l'Indice des Prix à la Production (IPP) en février**

L'IPP augmente fortement de +1,7% en g.a. en février contre +0,3% en janvier, soit le niveau le plus élevé depuis novembre 2018. Cette évolution s'explique par les croissances importantes du secteur extractif (+6,8% en février contre +0,5% en janvier) et du secteur des matières premières (+2,9% en février contre -0,8% en janvier). Sur une base mensuelle, l'IPP augmente de +0,8% en février d'autant plus que les prix de l'extraction de pétrole et de gaz naturel croissent de +7,5% d'un mois à l'autre et que l'extraction des métaux s'accroît de +5,9% en g.m. Alimentés par la hausse des prix du pétrole brut dans le monde entier, les prix des produits pétroliers sur le marché chinois continuent de grimper. Pour mémoire, le taux de croissance de l'IPP observait jusqu'à présent une nette inflexion depuis juin 2018, date à laquelle il atteignait +4,7%. Il conviendra d'observer au cours des mois à venir si l'évolution de février marque une rupture de tendance.

L'IPC enregistre une moindre contraction de -0,2% en février contre -0,3% en janvier. Cette baisse s'explique principalement par la contraction des prix du porc par rapport à la base relativement élevée de l'année précédente (-14,9% en février contre -3,9% en janvier). Le gouvernement chinois s'attend à ce que l'IPC augmente d'environ 3% cette année, soit plus que la croissance réelle de 2,5% de l'année dernière, selon le Rapport annuel de travail du gouvernement de cette année. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) rebondit à 0% à fin février, contre -0,3% à fin janvier, alors qu'elle oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010.

### **Crédits et masse monétaire : rebond de la croissance des agrégats de financement à +13,3% en février**

Selon les statistiques préliminaires publiées par la PBoC, la croissance de l'encours de financement à l'économie hors administrations publiques (« Total social financing », TSF) s'inscrit à +13,3% en g.a. en février contre +13% en janvier. Cette évolution s'explique principalement par la forte croissance de l'encours des crédits bancaires à 12,9% à fin février contre +12,7% à fin janvier, ainsi que par l'augmentation significative de l'encours des billets bancaires à escompter à 32% à fin février contre 15% à fin janvier. En revanche, l'encours des obligations des sociétés poursuit son ralentissement à +15,1% à fin février contre +16,3% à fin janvier, consécutif aux récentes vagues de défauts obligataires, en particulier des SOEs survenues à la fin de l'année précédente, qui ont entraîné des tensions sur les rendements à l'émission et par conséquent des reports d'émissions.

La croissance de l'encours des crédits bancaires s'accélère +12,9% en g.a. à fin février, contre +12,7% à fin janvier. En février, les nouveaux crédits à moyen et à long termes accordés aux entreprises augmentent de 1100 Mds RMB alors que les nouveaux crédits à moyen et à long termes aux ménages s'accroissent de 411 Mds RMB, malgré les mesures restrictives récentes sur le secteur immobilier.

La croissance de l'encours des dépôts bancaires se stabilise à +10,4% en g.a. à fin février. En février, les nouveaux dépôts des ménages et des institutions financières non-bancaires augmentent respectivement de 3260 Mds RMB et de 1610 Mds RMB alors que les nouveaux dépôts des entreprises non-financières réduisent de 2420 Mds RMB.

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 rebondit également à +10,1% en février contre +9,4% en janvier.

### **Politique budgétaire : les orientations de la politique budgétaire pour l'exercice**

Le Ministère des Finances a publié son Rapport de politique budgétaire 2020, suite aux Lianghai. Selon le rapport, les autorités prônent la poursuite de politiques budgétaires proactives, tout en améliorant leur efficacité et leur soutenabilité :

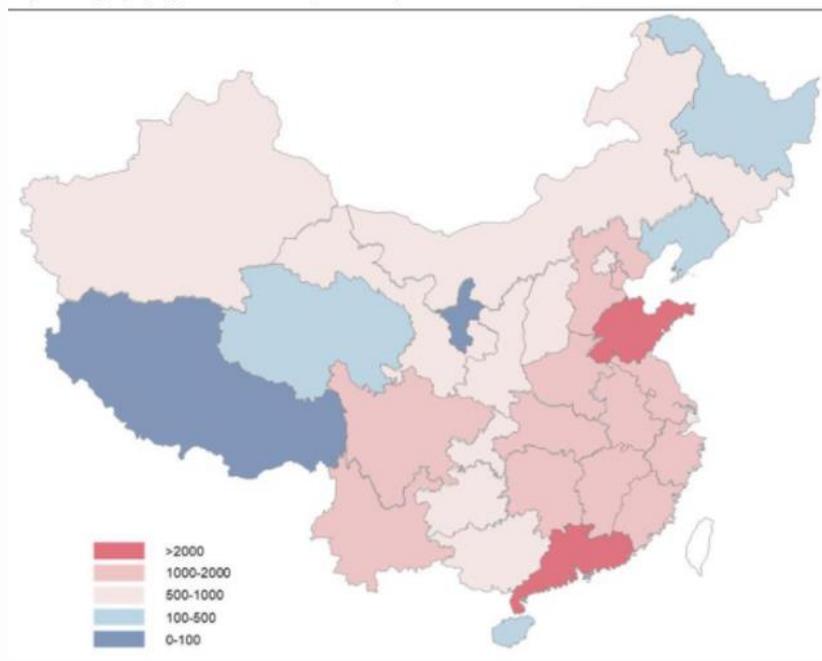
i) Le déficit budgétaire officiel sera ramené à environ 3,2% du PIB (contre "3.6% ou plus" fixé en 2020). Les dépenses gouvernementales augmenteront de +1,8% en g.a. à 25 012 Mds RMB, en lien avec un rebond des recettes fiscales de +8,1% d'une année sur l'autre à 19765 Mds RMB en 2021. Les efforts se concentreront sur le soutien à l'emploi et le niveau de vie des populations, en allouant 15,3% à l'éducation, 13,8% à la sécurité sociale et aux emplois, 7,5% à la santé (en 2020, les dépenses de l'éducation représentaient 14,8%, la sécurité sociale et les emplois 13,3% et la santé 7,8%).

ii) Les transferts budgétaires totaux par le gouvernement central aux gouvernements locaux augmenteront de +7,8% (pour un montant de 8337 Mds RMB), au titre desquels 2800 Mds RMB (représentant 30% du total) seront alloués directement par l'administration centrale aux gouvernements de niveau primaire (comtés, villages...) via le mécanisme de transfert direct budgétaire, dans le but d'élargir la portée du financement direct par le gouvernement central et d'améliorer la gestion de ces fonds. Pour mémoire, le mécanisme de transfert direct budgétaire a été mentionné pour la première fois dans le Rapport de travail du gouvernement chinois pendant les Lianghai de mai 2020, en affectant directement 1700 Mds RMB aux gouvernements de niveau primaire (y compris les 1000 Mds RMB de Special government bonds qui ne seront pas renouvelés cette année). En général, les transferts budgétaires par le gouvernement central sont alloués dans un premier temps au niveau provincial et ce sont les gouvernements provinciaux qui sont chargés de la répartition des dotations de l'administration centrale aux gouvernements de niveau primaire.

iii) Les gouvernements locaux sont autorisés à émettre 3650 Mds RMB de special purpose bonds (SPB) qui sont généralement utilisés pour financer des projets d'infrastructure et de bien-être public, en baisse légère par rapport aux 3750 Mds RMB accordés l'année dernière. Suivant le principe « les fonds vont là où les projets vont », le MoF veillera à ce que les autorités locales utilisent à bon escient les SPB, améliorent l'utilisation des fonds et évitent de « garder l'argent en attente de projet ». A fin 2020, un total de 3619 Mds RMB de SPB a été émis dans diverses régions, le quota inutilisé étant dû au fait que seulement 50,6 Mds RMB du quota d'injection de capital (200 Mds RMB) pour les petites et moyennes banques avaient été utilisés. En 2020, la plus grande part des SPB a été investie dans le transport (21%), suivis des projets de logements sociaux (14%), protection écologique et environnementale (9%), infrastructures du parc industriel (9%), équipements municipaux (9%), soins médicaux (8%), nouvelles infrastructures (7%, parcs industriels scientifiques et technologiques, parcs industriels de

communication, villes intelligentes, logistique de la chaîne du froid, etc.), divertissement et tourisme (5%), éducation (4%), etc.

Répartition géographique de SPB en 2020 (100M RMB)



iv) Les politiques d'exonération et de réduction fiscale se poursuivront afin de soutenir les entités de marché (extension de la durée prévue pour les allègements du paiement de la TVA pour les petits contribuables) et de nouvelles politiques de réduction d'impôt structurelles seront adoptées. Le seuil d'imposition à la TVA des petits contribuables sera relevé de 100 000 RMB à 150 000 RMB de chiffre d'affaires mensuel. Les montants d'imposition sur le revenu des sociétés de types PME et petits entrepreneurs sera diminué de moitié.

v) Le MoF concourra à la mise en œuvre de la stratégie d'expansion de la demande intérieure. Le gouvernement chinois intensifiera ses efforts pour améliorer les systèmes de fiscalité, de sécurité sociale et de paiement de transfert afin d'accroître les ressources des groupes à faible revenu, d'élargir le groupe à revenu intermédiaire et de stimuler les dépenses de consommation. Les efforts seront accélérés pour améliorer la circulation rurale, optimiser la structure des tarifs d'importation et augmenter les importations de produits de qualité. Pour autant, aucun élément quantifié n'a été indiqué dans ce paragraphe, qui mentionne d'ailleurs également la poursuite et l'amélioration du dispositif de subvention de véhicules à énergie nouvelle (qui était pour mémoire l'un des rares dispositifs de stimulation de la demande des ménages en 2020).

vi) Le MoF a par ailleurs spécifié les mesures visant à améliorer les conditions de vie des populations rurales. Un fonds de revitalisation (se substituant au précédent fonds spécial d'allègement de la pauvreté) se voit ainsi doté d'une enveloppe de 156 Mds RMB (en hausse de 10 Mds RMB par rapport à l'année précédente), en vue de consolider les efforts ayant permis d'éradiquer totalement la pauvreté en Chine, en 2020.

## Sécurité sociale : le NSSF a affiché le premier déficit annuel à 622 Mds RMB en 2020

Le Fonds national de Sécurité Sociale (NSSF) en Chine a affiché le premier déficit annuel jamais enregistré l'année dernière, de 622 Mds RMB (contre un excédent de 841 Mds RMB), compte tenu des mesures de réduction des contributions des entreprises prises par les autorités pour les aider à compenser les retombées de la pandémie de Covid-19, selon le nouveau rapport budgétaire 2021 du MoF. Les revenus du NSSF ont chuté de 13,3% en 2020, alors que les dépenses augmentaient de 5,5%. La baisse des revenus était imputable à une politique temporaire réduisant les contributions des entreprises aux fonds pour un montant total de plus de 1500 Mds RMB. De manière à compenser ce manque à gagner au niveau local, certaines caisses de sécurité sociale régionales ont reçu au total 50 Mds RMB de subventions de la part du NSSF. Le fait que le rapport budgétaire mentionne le versement par le NSSF de subventions aux caisses de sécurité sociale locales constitue une première depuis la création du fonds en 2000. Le MoF a estimé dans le rapport que les revenus augmenteraient de 23,7% cette année, atteignant ainsi un excédent annuel de 276,8 Mds RMB en 2021.

En Chine, les gouvernements provinciaux gèrent leurs propres fonds de sécurité sociale pour les pensions, la santé, le chômage, les accidents du travail et la maternité. Le NSSF sert de réserve pour compenser les éventuels déficits à mesure que la population chinoise vieillit. Il est financé par les recettes fiscales, les transferts de capitaux publics et les bénéfices induits de ses propres investissements. Bien que les autorités aient rassuré le public sur le fait que les pensions seront payées intégralement et à temps, les experts se sont déclarés préoccupés par la soutenabilité des fonds de pension alors que la population en âge de travailler continue de diminuer. Selon les statistiques publiées par le Bureau national des statistiques, les Chinois âgés de plus de 65 ans comptent désormais 180M à fin 2020, représentant 13% de la population totale ; lorsque le « 14e plan quinquennal » sera achevé en 2025, les personnes âgées de plus de 65 ans dépasseront 210M en Chine, soit environ 15% de la population totale. Dans un rapport de 2019, l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS) a déclaré que les ressources du fonds de pension chinois pourraient s'épuiser en 2035 si aucune mesure correctrice n'était adoptée.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## Banque et finance

### Marchés boursiers : poursuite de la baisse, dans le sillage des Lianghai, amorcée lors de la réouverture après le Nouvel An Chinois

Les objectifs fixés durant les Lianghai, notamment celui de la croissance du PIB en volume au-dessus de 6% (alors que le consensus actuel des économistes s'inscrit autour de 8,4%), ont concouru à la forte contraction des marchés boursiers chinois (CSI300 : -8,2% entre le 3 mars et le 10 mars), dans le sillage d'une tendance baissière amorcée après le Nouvel An Chinois. Il convient également de noter que le rebond des indices internationaux, la croissance du TSP plus nette que prévu en février (publiée le 10 mars) et le maintien d'une liquidité abondante ont induit une légère hausse du marché boursier (CSI300 : +2,5% le 11 mars).

	CSI 300	SSE	ChiNext	STAR 50
Depuis l'ouverture des Lianghai	-5,6%	-3,5%	-10,0%	-7,2%
Depuis la réouverture du marché après le Nouvel An Chinois le 18 février	-10,9%	-6,6%	-14,2%	-11,7%
Depuis le 1er janvier 2021	-1,2%	-0,6%	-11,4%	-9,5%

Evolution de l'indice CSI 300



[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Echanges et politique commerciale

### Commerce bilatéral: hausse importante des exportations de biens vers la Chine en janvier, tirée par les produits de luxe (douanes françaises) :

- Les exportations françaises de biens vers la Chine ont bondi en janvier : +32,7 % à 1,5 Md€ ;
  - Cette hausse s'explique par **(i)** la date du nouvel an chinois qui a glissé en février cette année ; **(ii)** une forte hausse des ventes de **produits de luxe**<sup>[1]</sup> (+107,3 % à 452 MEUR) dans un contexte où les touristes chinois ne peuvent plus voyager en France et se replient sur une consommation locale, y compris par internet. Les exportations de produits de maroquinerie augmentent ainsi de 405,0 % (à 181 MEUR) ; celles de parfums de 33,1 % (à 139 MEUR) ;
  - Les ventes du **secteur agricole et agroalimentaire** ont également bondis (+100,2 % à 299 MEUR) grâce aux ventes de céréales (de 0,4 à 70,1 MEUR), de vins (+53,1 % à 30,3 MEUR), de viande (+57,4 % à 58,7 MEUR) et de fromages (+81,5 % à 35,8 MEUR).
  - Les ventes du **secteur aéronautique** ont en revanche continué de chuter (-59,5 % à 84,9 MEUR) ;
- Les importations françaises de biens chinois ont continué d'augmenter : +5,4 % à 4,9 Mds EUR ;
  - Les achats de produits **informatiques et électroniques** notamment (+10,5 % à 1,4 Md EUR), dont les téléphones (+11,9 % à 594,5 MEUR) et les ordinateurs (+6,5 % à 521,6 MEUR).
  - Les importations de produits **textiles et d'habillement** ont diminué (-16,2 % à 750 MEUR) malgré l'augmentation des importations de masques (de 17,5 MEUR, à 49,5 MEUR). Le niveau des importations de masques a en revanche largement baissé depuis le début de la pandémie ;
- Le déficit commercial français a légèrement diminué : -3,6 % à 3,4 Mds EUR.

### Echanges de biens entre la France et la Chine en janvier 2021 :

	Montant (MEUR)	Evolution en g.a.
<b>Echanges totaux</b>	<b>6 440</b>	<b>+10,8 %</b>
<b>Exportations françaises</b>	<b>1 524</b>	<b>+32,7 %</b>
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	299	+100,2 %
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	274	+33,5 %
<i>Matériel de transport</i>	112	-50,6 %
<b>Importations françaises</b>	<b>4 915</b>	<b>+5,4 %</b>
<i>Informatique, électronique</i>	1 457	+10,5 %
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	750	-16,2 %
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	616	+9,8 %
<b>Balance commerciale</b>	<b>-3,4</b>	<b>Baisse du déficit de 3,6 % (-125 MEUR)</b>

Importation de masques en provenance de Chine (M€)												
janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21
17	20	41	687	1538	915	572	401	396	214	119	56	50

[1] Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art

## Commerce extérieur chinois: hausse importante des exportations sur les deux premiers mois de l'année

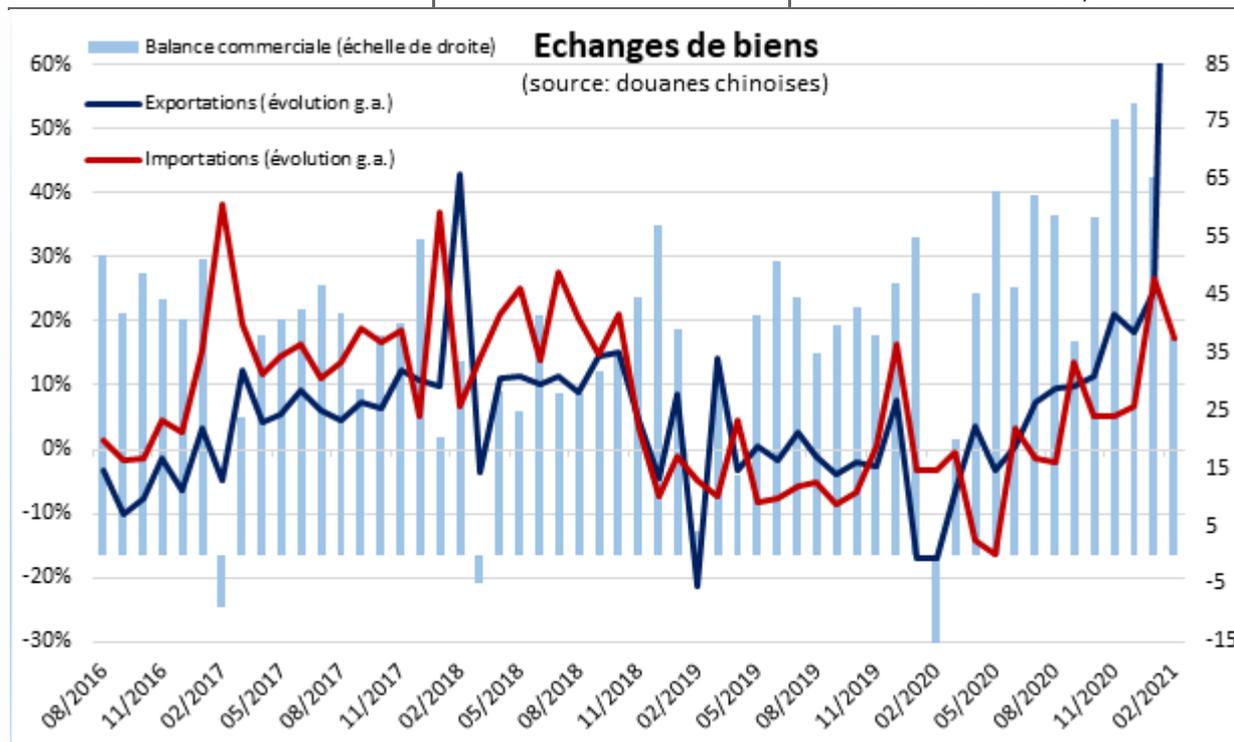
Au cours de deux premier mois de l'année, le commerce extérieur chinois a enregistré une croissance bien plus élevée qu'attendu :

- **+60,6 % à 468,9 Mds USD pour les exportations**, bien au-dessus des prévisions (estimation médiane de 40 % des économistes sondés par Bloomberg). Cette très forte croissance s'explique par **(i)** un effet de base important : en janvier et février 2020, les exportations avaient chuté de 17 % dans le contexte du début de la pandémie en Chine et l'arrêt de la production) ; **(ii)** une demande mondiale importante maintenue à l'égard de la Chine, notamment en matériel médical et informatique ; **(iii)** le maintien d'une grande partie de la production pendant le nouvel an chinois, contrairement aux autres années (le niveau des exportations est ainsi 33 % plus élevé qu'en 2019).
  - Les exportations vers la plupart des pays partenaires ont été dynamiques, notamment vers les Etats-Unis (+87,3 % à 80,5 Mds USD), l'Union européenne (+62,6 % à 73,7 Mds USD), l'ASEAN (+53,0 % à 67,4 Mds USD), Hong Kong (+56,9 % à 45,3 Mds USD), le Japon (+47,9 % à 25,2 Mds USD) et la Corée du Sud (+49,0 % à 20,1 Mds USD).
  - Les exportations de la majorité des marchandises ont bondi : produits électriques et mécaniques (+64,8 % à 282,9 Mds USD), dont les ordinateurs (+80,0 % à 35,9 Mds USD) et les semi-conducteurs (+30,8 % à 19,8 Mds USD), les produits de haute technologie (+58,2 % à 136,6 Mds USD), les produits textiles (+60,8 % à 22,1 Mds USD ; comprend les masques) et les produits agricoles (+24,1 % à 11,8 Mds USD). Les exportations de pétrole brut ont en revanche chuté en valeur (-27,4 % à 4,5 Mds USD) du fait de la baisse du cours du baril.
- **+20,2 % à 365,6 Mds USD** pour les importations. Les douanes expliquent cette hausse par la constitution de stocks de semi-conducteurs et de produits énergétiques.
  - Les importations en provenance des principaux partenaires ont été dynamiques, notamment en provenance de l'ASEAN (+29,9 % à 53,1 Mds USD), de l'Union européenne (+32,5 % à 45,9 Mds USD), de Taiwan (+41,4 % à 33,4 Mds USD) et des Etats-Unis (+66,4 % à 29,3 Mds USD).
  - Les importations des principaux postes ont augmenté, en particulier celles de produits mécaniques et électriques (+33,8 % à 160,8 Mds USD), notamment de semi-conducteurs (+34,3 % à 57,7 Mds USD), de produits de haute-technologie (+35,1 % à 113,8 Mds USD) et de produits agricoles (+30,1 % à 32,1 Mds USD).
- **L'excédent commercial sur les deux premiers mois de l'année s'élève à 103,3 Mds USD** (par rapport à un déficit de 7,4 Mds USD l'année précédente), soit le niveau le plus élevé depuis 2015.

**La croissance du commerce extérieur est moins marquée en janvier** (+24,8 % pour les exportations ; +26,6 % pour les importations) **qu'en février** (+154,9 % pour les exportations ; +17,2 % pour les importations). Les chiffres mensuels sectoriels/géographiques n'ont pas été publiés ; seules les données consolidées janvier-février.

**Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-février 2021 (source : douanes chinoises)**

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>Echanges totaux</b>	834,5	+41,2 %
<b>Exportations chinoises</b>	468,9	+60,6 %
<b>Importations chinoises</b>	365,6	+22,2 %
<b>Balance commerciale</b>	103,3	augmentation de la balance commerciale de 110,7 Mds USD



**Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-février 2021 (source : douanes chinoises)**

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>ASEAN</b>	53,1	14,5	+29,9 %
<b>Union européenne</b>	45,9	12,6	+32,5 %
<i>dont Allemagne</i>	18,2	5,0	+31,1 %
<i>dont France</i>	5,2	1,4	+32,0 %
<b>Taiwan</b>	33,4	9,1	+41,4 %
<b>Corée du Sud</b>	29,4	8,0	+22,2 %
<b>États-Unis</b>	29,3	8,0	+66,4 %
<b>Japon</b>	28,4	7,8	+26,7 %
<b>Australie</b>	20,5	5,6	+8,2 %

**Principaux clients de la Chine sur la période janvier-février 2021 (source : douanes chinoises)**

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
États-Unis	80,5	17,2	+87,3 %
Union européenne	73,7	15,7	+62,6 %
ASEAN	67,4	14,4	+53,0 %
Hong Kong	45,3	9,7	+56,9 %
Japon	25,2	5,4	+47,9 %
Corée du Sud	20,1	4,3	+49,0 %

**Relations Chine – US : déplacement prévu de Yang Jiechi et de Wang Yi en Alaska les 18 et 19 mars**

Wang Yi (ministre des Affaires étrangères) et Yang Jiechi (Directeur de la commission des affaires étrangères du PCC), vont rencontrer Antony Blinken (secrétaire d'Etat) et Jake Sullivan (conseiller à la sécurité nationale) du 18 au 19 mars à Anchorage en Alaska.

D'abord [annoncée](#) par le département d'Etat le 10 mars, la rencontre a été [confirmée](#) par le ministère chinois des Affaires étrangères. Elle sera l'occasion selon la Maison Blanche d'aborder les points de « profonds désaccords » et de rappeler l'engagement des Etats-Unis à « défendre le système international fondé sur des règles et un Indo-Pacifique libre et ouvert ».

**Accords de libre-échange : le RCEP a été ratifié le 8 mars par le parlement chinois**

Le ministre chinois du Commerce Wang Wentao a [annoncé](#) le 8 mars la ratification par l'Assemblée nationale populaire du Partenariat régional économique global (RCEP), faisant de la Chine le premier État à avoir ratifié le traité. Zhongnanhai souhaite en effet une mise en œuvre rapide de l'accord ; le Conseil des affaires de l'Etat a [exhorté](#) le 3 février les différents organes de l'Etat à accélérer le processus de conformité aux différentes dispositions du RCEP.

Signé le 15 novembre par 15 pays<sup>1</sup>, le traité devrait éliminer environ 90 % des droits de douane (65 % immédiatement, le reste sur une période de plus 20 ans) et devrait renforcer les chaînes d'approvisionnement grâce à des règles d'origine communes ([voir les brèves de la semaine du 9 novembre 2020](#)). La Chine serait le principal gagnant du RCEP à long-terme, les pays du RCEP représentent une part importante des échanges extérieurs de la Chine : 27 % des exportations en 2020 et 38 % des importations. Selon les estimations du [Peterson Institute for International Economics](#), l'accord générerait une hausse de 248 Md\$ des exportations chinoises à horizon 2030. L'accord entrera en vigueur 60 jours après que six Etats membres de l'ASEAN et trois Etats non membres de l'ASEAN l'aient ratifié.

<sup>1</sup> Thaïlande, Vietnam, Laos, Birmanie, Cambodge, Philippines, Malaisie, Singapour, Indonésie, Brunei, Chine, Japon, Corée du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande

## **Covid-19 : L'administration Biden prolonge l'exemption de droits de douanes sur les produits médicaux chinois**

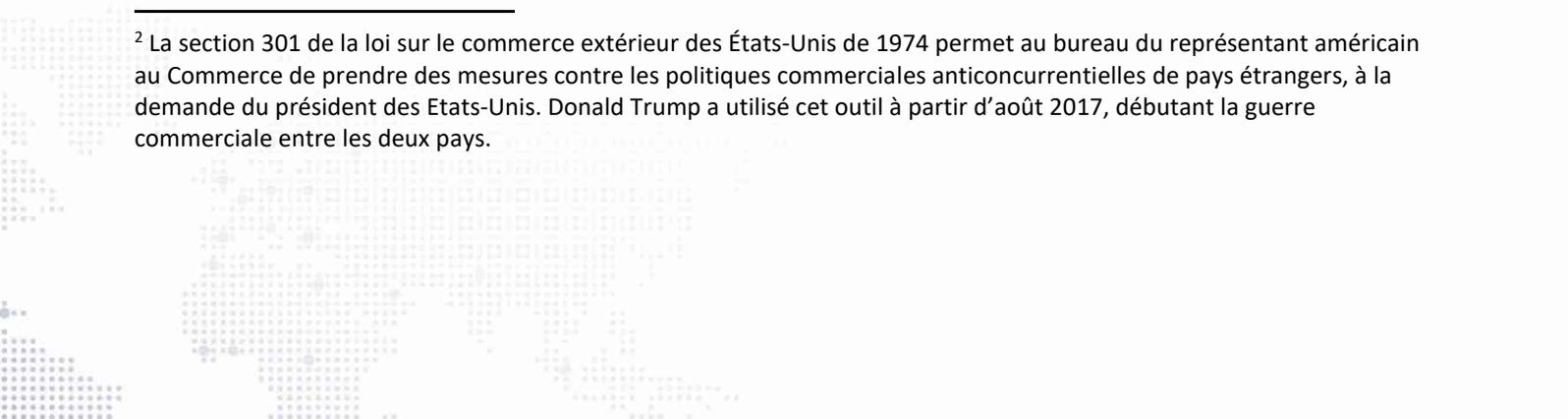
Le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a prolongé, le 6 mars, [l'exemption de droits de douanes](#) visant le matériel médical en provenance de Chine jusqu'au 30 septembre 2021.

Une partie des protections médicales ont en effet été soumis à des droits de douane additionnels « Section 301<sup>2</sup> » en septembre 2019 (+15 %, réduits à +7,5 % en février 2020), avant d'être exclus de cette liste en mars 2020 dans le contexte de l'épidémie de Covid-19 ([voir les brèves de la semaine du 9 mars 2020](#)).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

---

<sup>2</sup> La section 301 de la loi sur le commerce extérieur des États-Unis de 1974 permet au bureau du représentant américain au Commerce de prendre des mesures contre les politiques commerciales anticoncurrentielles de pays étrangers, à la demande du président des États-Unis. Donald Trump a utilisé cet outil à partir d'août 2017, débutant la guerre commerciale entre les deux pays.



## Climat des affaires

### **Lianghui : renforcement des outils juridiques chinois à prévoir**

#### **14<sup>e</sup> plan quinquennal :**

Le plan propose la rédaction d'une nouvelle loi sur les investissements chinois sortants, afin d'aider les entreprises à « tempérer les risques associés aux investissements sortants ». Cette future loi s'inscrirait dans le cadre d'une politique plus large d'intégration des entreprises technologiques dans les chaînes de valeur globales et pourrait en conséquence faciliter les investissements chinois à l'étranger dans les secteurs technologiques stratégiques.

Après une hausse fulgurante jusqu'en 2016, les investissements chinois dans le monde ont chuté en 2017, 2018 et 2019, principalement du fait des mesures de restriction de capitaux sortants, afin de mettre fin aux investissements « irrationnels » et d'aligner les investissements des entreprises chinoises sur les priorités industrielles définies par l'Etat central.

A l'inverse, en lien avec le rapport de travail du Parlement, le plan semble signaler un renforcement des mécanismes de contrôle des investissements entrants, notamment en « améliorant » la liste des entités et l'examen de sécurité nationale. Adopté par le MofCom et la NDRC le 19 décembre 2020 ([voir les brèves de la semaine du 4 janvier 2021](#)), le nouveau mécanisme est entré en vigueur le 18 janvier 2021, les mesures d'applications n'ont cependant toujours pas été publiées.

#### **Rapport de travail du Parlement :**

Le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP) a publié son [rapport de travail annuel](#) le 8 mars. Li Zhanshu, le président du comité permanent a annoncé que la Chine accélérerait le travail législatif concernant les affaires externes afin de « mettre à jour sa boîte à outils juridique » pour « répondre aux sanctions, ingérences, et à l'application extraterritoriale des lois étrangères; aucun détail n'a été présenté.

Dans le contexte des tensions sino-américaines, la Chine se dote de leviers défensifs : loi sur le contrôle des exportations (loi extraterritoriale qui s'inspire de la législation américaine en la matière et qui met l'accent sur le maintien des intérêts de développement et de la sécurité nationale ; [voir les brèves de la semaine du 19 octobre 2020](#)) ; liste des entités (aucune entreprise n'y a été placée depuis l'annonce de sa création en septembre 2020) ; mesures de contrôle des investissements étrangers relatives à la sécurité nationale ; nouvelles règles « pour contrer l'application extraterritoriale injustifiée de lois et mesures étrangères » ([voir les brèves de la semaine du 11 janvier 2021](#)).

#### **Climat des affaires : AmCham publie les résultats de son enquête annuelle**

Le 9 mars, la Chambre de commerce américaine en Chine a [publié](#) les résultats de son enquête annuelle de confiance menée entre octobre et novembre 2020 auprès de 345 entreprises.

Selon les résultats du sondage publié par le [Wall Street Journal](#), la moitié des entreprises américaines seraient pessimistes sur l'effet de la relation sino-américaine sur leurs opérations en Chine au cours des deux prochaines

années. Seulement 16 % des entreprises seraient optimistes. La moitié des entreprises prévoiraient cependant une amélioration de la relation bilatérale (à comparer à 30 % un an plus tôt).

Plus de la moitié des entreprises (56 %) ont déclaré avoir réalisé un profit en Chine en 2020 ; 20 % des pertes importantes (contre 11% en 2019). Les deux tiers des entreprises américaines sondées ont par ailleurs déclaré que leurs revenus en Chine avaient augmenté ou étaient restés stables en 2020 (contre 79 % l'an dernier). Les entreprises américaines dans le secteur de la consommation sont celles qui ont subi les pertes les plus importantes pendant la pandémie, 54 % ayant déclaré une baisse des revenus en 2020.

Concernant le climat des affaires en Chine, près de 50 % des entreprises estiment que la situation s'améliore (12 % qu'elle se détériore). Les deux tiers des entreprises américaines augmenteraient leurs investissements dans leurs filiales chinoises cette année.

Concernant la propriété intellectuelle (PI), seulement 37 % des entreprises sondées estiment que les risques de fuite de PI ou les menaces de la sécurité des données sont plus importantes en Chine que dans le reste du monde (contre 53 % deux ans plus tôt).

*Retour au sommaire* ([ici](#))



## Industrie et numérique

### **Politique industrielle : le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal confirme la volonté d'autonomie technologique mais adopte une approche prudente sur la coopération internationale en matière d'innovation**

Dans la continuité d'une stratégie d'innovation indigène de long terme, accélérée par les craintes de strangulation (卡脖子) sur l'accès aux technologies critiques étrangères, le gouvernement chinois met l'accent sur le concept d'autonomie (自立自强) technologique dans le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal. Pourtant, les coopérations internationales restent explicitement promues, ce qui se justifie par le rôle important joué par les entreprises et institutions de recherche étrangers dans la recherche et l'innovation en Chine, y compris dans des [domaines stratégiques](#). La Chine s'engageant à donner des gages en termes de protection de la propriété intellectuelle des entreprises.

Dans le même temps, le plan appelle à renforcer le mécanisme de contrôle des investissements : une liste des technologies liées à la sécurité nationale et une *unreliable entity list* des entreprises étrangères devraient être publiées.

### **Politique industrielle : la Chine souhaite se renforcer dans l'industrie manufacturière**

Le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal appelle à stabiliser la contribution de l'industrie au PIB. Alors que la Chine est la [première puissance industrielle](#) du monde (26 253 Mds EUR selon les Nations Unies en 2020) depuis 2010, maintenir cette proportion impliquerait de s'aligner sur les objectifs de croissance économique du gouvernement, fixés « au-dessus de 6% » par an ». Si cet objectif peut paraître relativement modeste, il convient de rappeler que le développement des autres secteurs de l'économie (services et secteur primaire) est au cœur de la stratégie de la « circulation duale », qui implique la croissance du marché chinois via la consommation ainsi que la résilience des chaînes d'approvisionnement en ressources stratégiques, notamment alimentaires.

Pour rappel, la contribution de l'industrie manufacturière au PIB a diminué ces dernières années, passant à 37,8% en 2020, derrière les services qui ont contribué à 54,5% de l'économie chinoise cette année-là. L'ancien ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT), Miao Wei, a cependant indiqué devant la Conférence Politique Consultative du Peuple Chinois (CPPCC) que 30 années seraient nécessaires à ce que la Chine devienne une puissance manufacturière à hauteur des Etats-Unis et de l'Allemagne. Dans de nombreux secteurs, la productivité des entreprises chinoises, en particulier les SOE, est en retard sur celles des pays les plus avancés. Cela est notamment dû à la faible adoption de technologies de production avancées. Malgré les politiques de soutien gouvernementales, ce retard d'adoption peut s'expliquer en partie par la faiblesse des coûts de main d'œuvre qui peuvent réduire les incitations à l'investissement.

### **Politique industrielle : le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal prévoit un soutien à la R&D et met l'accent sur la recherche fondamentale**

Lors du discours de clôture des *lianghui*, Li Keqiang a rappelé que « l'innovation doit s'appuyer sur la force du marché », les investissements en R&D, qui devront augmenter de 7% par an d'ici 2025, devant concerner « l'ensemble de la société » (全社会), au-delà du gouvernement. Illustrant la volonté de mieux mobiliser les

ressources des grandes entreprises technologiques, le gouvernement appliquera une exemption fiscale de 100% sur les investissements en R&D dédiés au développement de technologies de production. Li Keqiang a également affirmé vouloir donner davantage d'autonomie aux scientifiques pour décider de l'utilisation des ressources allouées. Cette « *whole of society approach* » concerne également les talents de haut niveau formés à l'étranger, pour lesquels un « système d'immigration technologique » (技术移民制度) est proposé dans le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal, mais aussi les « gens ordinaires » (普通人) qui participent à « l'innovation de masse » (众创) en promouvant l'innovation applicative et en participant à la formation d'un écosystème d'innovation chinois dynamique. En septembre 2014, le Premier Ministre Li Keqiang avait déjà présenté lors du forum d'été de Davos le concept « d'entrepreneuriat et d'innovation de masse ».

La recherche fondamentale est par ailleurs identifiée comme l'une des principales faiblesses du système d'innovation chinois et fait l'objet d'une attention particulière, dans la continuité du 13<sup>ème</sup> plan. Cet état de fait a été illustré par Li Keqiang, qui a rappelé que la recherche fondamentale ne représentait que 6% des investissements en R&D en Chine, contre 15 à 25% : l'objectif est de porter cette part à 8% d'ici 2025. En Chine, la recherche fondamentale est quasi-uniquement financée par le gouvernement. Le gouvernement cherche donc à mobiliser les ressources entreprises privées. Les programmes de recherche fondamentale étant par nature plus risqués et moins rémunérateurs à court terme pour les entreprises, des politiques incitatives dédiées, encore rares à l'heure actuelle, devront être mises en place pour permettre une meilleure allocation des ressources vers ces programmes.

Une approche complémentaire, également mise en avant dans le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal, consiste à associer davantage les entreprises, les universités et les centres de recherche autour de projets nationaux prioritaires menés par des « laboratoires nationaux » qui devraient structurer les travaux prioritaires dans des domaines tels que le quantique, l'optoélectronique, la nanoélectronique, les télécommunications, l'intelligence artificielle, les biotechnologies, et les « énergies modernes ». A noter que le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) a publié cette semaine sa propre liste de laboratoires nationaux, centrés sur le développement de technologies stratégiques (ex : mathématique et le calcul de haute performance de l'aéronef, technologies intégrant le *big data* et « l'intelligence d'affaires », matériaux et structures légers multifonctionnels). Ces laboratoires sont pilotés en grande partie par des universités placée sous la tutelle de l'Administration d'État pour la Science, la Technologie et l'Industrie de la Défense nationale (SASTIND).

### **Automobile : la Chine renforce le contrôle de son approvisionnement en nickel pour la production de batteries**

Le producteur d'acier inoxydable Tsinghan Holding a annoncé pouvoir [fournir 100 000 tonnes de nickel mat](#) provenant d'Indonésie à deux fabricants chinois de batteries, Huayou et CNGR, et ce pendant une année à compter d'octobre prochain. Cette annonce pallierait ainsi à l'inquiétude sur le marché chinois de pénurie de nickel dans un contexte de croissance de la demande pour les véhicules électriques (VE). Selon Tsinghan, la fonte brute de nickel peut être convertie en nickel mat, qui à son tour peut être converti en sulfate de nickel, nécessaire à la production de batteries lithium-ion contenant du nickel utilisées dans les véhicules électriques. Si, [selon les annonces du groupe](#), le nickel produit en Indonésie le sera à partir d'énergies renouvelables (2 000 MGW de solaire et éolien ; 5 000 MGW d'énergie hydraulique), le processus de conversion de nickel mat à partir de fonte brute de nickel [générerait](#) d'importants gaz à effets de serre.

Par ailleurs, les progrès technologiques (cathodes, anodes, électrolytes) pourraient conduire les acteurs chinois à se tourner de plus en plus vers des cellules lithium-iron-phosphate (LFP), au détriment de la composition prédominante jusqu'alors : nickel-manganèse-cobalt (NMC-plus de 80% du marché en Chine en 2019). D'ici 2025, Wood Mackenzie estime que 20% des VE produits dans le monde en 2025 seront équipés de batteries LFP. La Chine étant en position dominante sur le contrôle des matières premières, comme sur la chaîne de valeur des batteries LFP, cette tendance devrait également favoriser les acteurs chinois.

Dans le même temps, à la suite d'un décret de l'administration Biden appelant à diversifier les chaînes de valeurs américaines dans le domaine des batteries pour VE, des semi-conducteurs, des terres rares et des pharmaceutiques, plusieurs acteurs de la chaîne d'approvisionnement en batteries pour VE [cherchent à se diversifier](#). L'entreprise australienne BlackEarth et l'entreprise allemande LuxCarbon ont par exemple rejoint l'Alliance européenne pour les batteries établie en 2017.

### **Semi-conducteurs : les associations de l'industrie des semi-conducteurs chinoise et américaine établissent un groupe de travail commun**

L'Association chinoise de l'industrie des semi-conducteurs (CSIA), une association regroupant 774 entreprises de l'industrie des semi-conducteurs, a annoncé la création d'un [groupe de travail](#) avec son équivalent américain, l'association de l'industrie des semi-conducteurs (SIA), afin d'échanger sur les sujets de contrôle des exportations, de la sécurité des chaînes de valeur et les politiques de restriction d'exportations. Composé de 10 entreprises de semi-conducteurs chinoises (dont SMIC, Hua Hong Semiconductor) et de 10 entreprises américaines (dont Intel, Qualcomm), ce groupe de travail se réunirait tous les six mois.

L'objectif affiché est le partage d'informations, afin de promouvoir « une compréhension et une confiance mutuelles plus profondes ». Ce groupe souhaite également [élaborer des propositions de politiques](#) dans le domaine des semi-conducteurs, selon CSIA, et ainsi permettre d'atténuer des perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Cette annonce intervient dans un contexte de relations commerciales sino-américaines dégradées, dont la tension s'est accrue cette semaine : le 9 mars, l'administration Biden a [amendé les licences de ventes des entreprises nécessaires à l'exportation de produits à Huawei](#). S'il était peu probable que la nouvelle administration lève les interdictions d'exportations de technologies clés américaines, cet amendement restreint encore davantage les exportations vers Huawei : en effet, l'une des licences amendées indiquerait que les articles exportés ne peuvent pas être utilisés « avec ou dans des dispositifs 5G ». Une autre licence amendée, entrée en vigueur le 8 mars, n'autorise pas l'utilisation de produits vendus à Huawei pour des applications 5G, militaires, de centres de données d'entreprise ou de cloud. Pour rappel, Huawei et le géant des semi-conducteurs SMIC ont été placés sur la liste des entités du département du Commerce en août et décembre 2020, respectivement, les assujettissant à l'obligation d'obtenir une licence afin d'exporter des marchandises ([voir les brèves du SER de Pékin du 30 novembre 2020](#)).

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## Développement durable, énergie et transports

### **Transport aérien : la Chine lance un passeport sanitaire numérique pour accompagner la reprise des voyages internationaux**

Dans le contexte d'un débat grandissant en Chine sur l'opportunité de lever des obstacles et contraintes aux voyages internationaux (Voir Brèves du SER, [semaine du 1<sup>er</sup> mars](#)), M. WANG Yi, ministre des Affaires étrangères, a [annoncé](#) l'intention de la Chine d'échanger avec d'autres pays pour établir une reconnaissance mutuelle des certificats de santé, incluant en particulier les examens individuels de dépistage négatif au COVID-19 pour les tests PCR et les examens sérologiques, ainsi que d'éventuelles preuves de vaccination. Le ministre chinois des Affaires étrangères assure garantir la confidentialité des données médicales individuelles, générées sous la forme d'un code QR unique. En diminuant les risques d'erreur et de fraudes documentaires, ce passeport sanitaire numérique permettra également d'assurer une certification des examens médicaux via des laboratoires agréés, sans doute propice à moyen terme à un allègement, à ce stade non confirmé, des obligations de quarantaine pour des vols en provenance de pays ou régions pour lesquels la Chine considérera que l'épidémie de COVID-19 est maîtrisée. Une [application dédiée](#) a été ouverte le 8 mars sur le réseau social chinois Wechat, non obligatoire, pour l'instant accessible uniquement aux utilisateurs de nationalité chinoise. Dans un premier temps, une expérimentation devrait être menée sur des vols entre la Chine continentale et Hong-Kong et Macao, mais Mme Irit BEN-ABBA Ambassadrice d'Israël en Chine, a déclaré que son pays était volontaire pour conclure avec la Chine le [premier accord international](#) de reconnaissance mutuelle des certificats de santé. [Israël](#), qui dispose de son propre passeport sanitaire, a déjà signé des engagements similaires avec la Grèce, Chypre et les Seychelles.

L'un des enjeux des certificats sanitaires numérisés pour les voyages internationaux sera d'assurer l'interopérabilité des différents systèmes. La [Commission européenne](#) doit rendre publique le 17 mars une proposition législative visant à l'adoption d'un dispositif au sein de l'UE, pour permettre d'améliorer la circulation des personnes guéries, vaccinés ou testés négatives au COVID-19, sans créer de discrimination. De son côté, l'Association Internationale des Transporteurs Aériens (IATA) poursuit sa sensibilisation des différents acteurs industriels et institutionnels à son [Travel Pass](#), au sein des instances multilatérales (OACI, OMS), mais aussi en Asie et en Chine en particulier. Dans une conférence qui s'est tenue le 10 mars dernier à la Chambre de commerce européenne en Chine, IATA revendique que son système, adossé à ses multiples solutions [TIMATIC](#) garantissant notamment la confidentialité des données personnelles par une technologie *blockchain*, intégrerait plus de 5800 laboratoires médicaux agréés, dont une vingtaine en Chine. [Singapore Airlines](#) conduira à partir du 15 mars une expérimentation sur les vols depuis et vers Londres, après des essais concluants avec des destinations en Malaisie. D'autres compagnies parmi lesquelles [Air New Zealand](#), [Qatar Airways](#) ou [All Nippon Airways](#) se sont également engagées à mener des expérimentations.

### **HNA : faillites ou restructurations en cascade, notamment de ses entreprises aériennes ou aéroportuaires**

Le conglomérat chinois HNA a annoncé le 29 janvier dernier qu'il initiait une [procédure de liquidation](#), après une injonction d'un tribunal de la Province de Hainan, suite à son incapacité à faire face à ses obligations de remboursement de dettes à l'endroit de ses créanciers (Voir Brèves du SER, [semaine du 25 janvier](#)). Le 10 février, la Haute Cour de Hainan publiait une série de [64 entreprises](#) cotés en bourse entamant des faillites ou

restructurations, parmi lesquelles huit compagnies aériennes du groupe HNA, dont l'emblématique Hainan Airlines, mais aussi China Xinhua Airlines, Shanxi Airlines, Fuzhou Airlines, Lucky Air, Changan Air, GX Air et Urumqi Air. Le 3 mars, cette même juridiction ajoutait [318 autres entreprises](#) aux procédures de liquidation, dont six autres compagnies aériennes (Guilin Air, Capital Airlines, West Air, Suparna Airlines, Tianjin Airlines, Tianjin Air Cargo), y compris Chengdu Shenniao Airlines, qui ne disposait pas encore d'une licence d'exploitation délivrée par l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC). Hong Kong Airlines n'est pas visée à ce stade par ces procédures de Chine continentale.

Parmi ces [382 compagnies](#) sous l'orbite du groupe HNA, figurent également des intérêts aéroportuaires, comme en atteste la mise en faillite de l'aéroport de Sanya (Voir Brèves du SER, [semaine du 1<sup>er</sup> mars](#)). Par voie de conséquence, les investissements de HNA à l'étranger risquent d'entraîner d'autres faillites importantes. Ces inquiétudes concernent notamment l'aéroport de Francfort-Hahn (fret aérien et quelques vols passagers de compagnies à bas-coûts). HNA avait acquis 82,5% du capital en 2017. Le Land de Hesse, actionnaire minoritaire (17,5%), pourrait ne pas être en mesure de soutenir financièrement cet aéroport, tandis que la collectivité allemande a dû intervenir pour soutenir d'autres infrastructures aéroportuaires dans sa circonscription par des aides publiques de plusieurs millions d'euros, en réponse à leurs difficultés économico-financières dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

### **Energie : la Mongolie Intérieure bannit l'extraction de cryptomonnaies et les nouveaux projets de production d'aluminium dans l'optique de réduire son intensité énergétique**

Les autorités provinciales de Mongolie Intérieure ont publié un [projet de plan](#) début mars pour limiter la consommation énergétique de la province, après avoir été réprimandées par Pékin le mois dernier pour ne pas avoir tenu les objectifs de 2019. Avec son charbon abondant et peu cher, la Mongolie Intérieure fait partie des 10 provinces les plus consommatrices d'énergie en Chine.

La province du nord de la Chine se fixe pour objectif cette année de réduire de 3% sa consommation d'énergie par unité de PIB par rapport à 2020. Parmi les mesures phares présentées, l'extraction de cryptomonnaies – processus particulièrement gourmand en énergie- sera interdite dès avril 2021, alors que la Mongolie Intérieure représentait jusqu'à maintenant [8%](#) de la puissance de calcul mondiale nécessaire à l'extraction de bitcoins (la Chine dans son ensemble comptant pour 65%). Par ailleurs, le plan prévoit l'interdiction de nouveaux projets de production d'aluminium ainsi que la fermeture des installations utilisant des technologies obsolètes dans les secteurs de l'acier, de l'électricité au charbon, du ferroalliage, du coke, des électrodes en graphite d'ici la fin 2022.

Ces nouvelles dispositions n'ont pas empêché l'investisseur [Ningxia Baofeng Energy Group](#) d'approuver la semaine dernière un gigantesque projet d'usine de transformation du charbon en produits pétrochimiques à Yinchuan en Mongolie Intérieure, pour un montant de 67,3 Mds RMB (près de 9 Mds EUR). L'installation, prévue pour 2023, sera en mesure de produire 11 millions de tonnes de méthanol par an qui seraient ensuite converties en 4 millions de tonnes d'oléfines, éléments de base utilisés notamment dans la production de plastiques et de [matériel médical](#). D'après le communiqué de l'entreprise, le projet prévoit une utilisation « innovante et efficace » du charbon et a déjà été approuvé par les gouvernements régionaux et municipaux.

Pour mémoire, le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal chinois approuvé cette semaine à l'issue des deux sessions parlementaires (*lianghui*) fixe l'objectif d'une réduction de 13,5% de l'intensité énergétique de l'économie chinoise d'ici 2025 et de 3% pour 2021. A cette occasion, le président Xi Jinping a évoqué la Mongolie Intérieure en l'encourageant à moderniser ses principaux secteurs industriels de manière écologique et à réduire ses émissions de carbone.

### Transports: la Chine dévoile ses orientations dans le domaine des transports aux horizons 2025 et 2035

Le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal, adopté cette semaine par les parlementaires chinois, contient un volet transports présentant les principales priorités pour la Chine d'ici 2025 :

- Renforcement du déploiement des couloirs ferroviaires stratégiques avec le Tibet et le Xinjiang (notamment la ligne reliant le Tibet au Sichuan dont une section est déjà en service)
- Accélération de la mise en place du couloir stratégique maritime et terrestre, qui s'étend de Chongqing (Sichuan) à la province chinoise du Guangxi, dans le sud-ouest du pays, et donne accès à la mer de Chine méridionale.
- Augmentation de la couverture du réseau ferroviaire de lignes à grande vitesse (Chengdu-Shanghai, Xi'an-Chongqing...) et accélération de l'électrification de celui-ci.
- Construction de 6000 km de nouvelles lignes ferroviaires urbaines et interurbaines.
- Construction 25 000 km de nouvelles voies rapides.
- Promotion de l'électrification des transports publics urbains et des véhicules de distribution logistique ; développement de services pour les véhicules autonomes et la coordination véhicule-route.
- Amélioration de la qualité du transport de fret ferroviaire entre la Chine et l'Europe et promotion de la formulation de règles commerciales internationales sur le transport terrestre.

Ces différents projets sont cohérents avec la stratégie à plus long terme de la Chine, détaillée [un plan directeur sur 15 ans](#) pour le réseau national de transport publié fin février, dans le cadre du programme « Vision 2035 ». Celui-ci prévoit une croissance annuelle modeste d'ici 2035 : +3,2 % pour le volume de passagers, +2 % pour le volume de fret et +6,3 % pour les livraisons de colis.

A cette échéance, la Chine annonce qu'elle aura construit un réseau moderne de transport intégré et aura mis en place ses deux stratégies de transports de biens et de passagers (i) *National 1- 2- 3 Travel Circle* (1h pour se déplacer dans les villes, 2h pour se déplacer au sein des *clusters* de villes et 3h pour se déplacer entre les grandes villes nationales) et (ii) *Global 1-2-3 Logistics Circle* (1 jour pour livrer en Chine, 2 jours pour livrer dans les pays voisins et 3 jours pour livrer dans les grandes villes mondiales).

La priorité est donnée au transport ferroviaire, avec un réseau qui devrait atteindre 200 000 km d'ici 15 ans (contre 146 000 km aujourd'hui) dont 70 000 km de lignes grande vitesse (contre plus de 38 000 km aujourd'hui). 400 aéroports civils sont prévus, soit 140 de plus qu'à ce jour, principalement dans les régions du delta du Yangtsé, de la Grande Baie et de la mégalopole de *Jing-Jin-Ji* (regroupant Pékin, Tianjin, ainsi que toute la province du Hebei qui les entoure). Enfin, la Chine ambitionne d'atteindre 460 000 km de voies rapides et 25 000 km de voie

navigable. En revanche, la feuille de route ne précise pas les moyens de financement de ces nouvelles infrastructures.

**Climat : entretien entre XIE Zhenhua et la Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Mme Patricia ESPINOSA**

L'envoyé spécial pour les questions climatiques, M. XIE Zhenhua, a eu un entretien avec Mme ESPINOSA le 11 mars. Il était accompagné de M. ZHAO Yingmin, vice-ministre du ministère de l'écologie et de l'environnement.

Lors de cet entretien, XIE a formulé une série de propositions pour l'action de la CCNUCC, notamment un inventaire des contributions déterminées au niveau national (CDN) et des stratégies à long terme, un bilan des principales demandes des pays concernant la CoP26 et une liste des enjeux de financements et de capacités techniques pour les pays en développement.

Pour mémoire, la Chine n'a pas encore déposé auprès de la CCNUCC l'actualisation de sa CDN ni sa stratégie à long terme, bien que les principaux objectifs climatiques chinois ont été présentés par XI Jinping lors de l'assemblée générale des nations unis le 22 septembre dernier et le sommet pour les hautes ambitions climatiques du 12 décembre.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## Actualités régionales

### **Anhui : inclusion officielle de la ville de Hefei dans le plan du Grand Hongqiao**

Suite à la publication du plan pour le Grand Hongqiao International Open Hub (voir brèves du 5 mars) par la NDRC, la capitale de l'Anhui, Hefei, a été officiellement incluse dans la délimitation géographique du plan. L'Anhui mise sur cette intégration afin d'améliorer sa connectivité, notamment par voie ferroviaire, avec le grand Shanghai et les villes avoisinantes (Suzhou, Wuxi, Changzhou, Nanjing, Hangzhou, Ningbo). L'Anhui, qui souhaite créer une base de services financiers internationaux, pourra bénéficier des ressources attribuées au projet du Grand Hongqiao, ainsi que le momentum lancé sur le sujet de la coopération financière dans le cadre de l'intégration du delta du Yangtsé.

Source : [Anhui News](#)

### **Zhejiang : annonce de l'ouverture de la vaccination gratuite dans les villes de Shaoxing et Wenzhou**

Le 9 mars, la municipalité de Shaoxing a annoncé l'ouverture de la campagne de vaccination gratuite contre le COVID-19 pour les personnes de plus de 18 ans. Wenzhou a commencé sa propre campagne similaire le 5 mars. Plus de 7 millions de personnes seraient éligibles à la vaccination à Wenzhou, devant avoir plus de 18 ans, être en bonne santé et de nationalité chinoise.

Source : [The Paper](#)

### **Sichuan : le rail Chengdu-Lhassa, chantier d'infrastructure majeur, au menu du plan quinquennal**

Le plan quinquennal national met en exergue, parmi les grands projets d'infrastructure de transport, le tronçon Ya'an-Nyingchi de la ligne ferroviaire Chengdu-Lhassa en construction. Le premier tronçon, le moins élevé et le plus simple techniquement, Chengdu-Ya'an (94 km) a été mis en opération en décembre 2018. La construction du tronçon Ya'an-Nyingtri porte sur 1 011 km et permettra d'atteindre 160 km/h. De loin la plus complexe, elle devrait être terminée en 2030 et permettra de relier en 10 heures les deux capitales provinciales. La plus haute station de cette ligne se situera à 4 300 mètres d'altitude. Le tronçon final, Nyingytri-Lhassa, est en construction depuis 2015 et devrait être livré en juin 2021.

Le projet, d'un coût total de 319,8 Md CNY (près de 50 Md USD), serait ainsi le projet d'infrastructure le plus coûteux réalisé par la Chine moderne.

Source : [Nikkei Asian review](#)

### **Shenzhen : les paiements transfrontaliers en RMB ont atteint un niveau record en 2020**

Shenzhen a connu un niveau record de paiements transfrontaliers en RMB l'année dernière, signe encourageant pour les autorités chinoises qui tentent de réduire la dépendance de la Chine au dollar américain. Selon les données récemment publiées par la succursale locale de la Banque populaire de Chine (PBOC), le montant total

des paiements transfrontaliers en RMB à Shenzhen s'est élevé à 2,5 billions CNY (386Mds US dollars), soit une augmentation de 46% d'une année sur l'autre.

Source : [South China morning Post](#)

### **Shenzhen: lancement d'une expédition de véhicules autonomes à travers la Chine**

XPeng, l'un des principaux fabricants chinois de véhicules électriques intelligents, a annoncé le lancement de son expédition de conduite autonome assistée par navigation longue distance du 19 au 26 mars 2021, couvrant une distance totale de 3,675 km à travers six provinces de Chine. Le système d'aide à la conduite automobile le plus avancé à ce jour Navigation Guided Pilot (NGP) de XPeng sera entièrement testé sur autoroute de Guangzhou à Pékin. Son NGP est capable d'emmener automatiquement le conducteur d'un point A à un point B. Il s'agit essentiellement de la "version Xpeng" du système de Tesla.

Source : [Businesswire](#)

*Retour au sommaire ([ici](#))*



# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

### **Bourse : Baidu prépare sa cotation secondaire à Hong Kong**

L'entreprise chinoise spécialisée dans les services internet et l'intelligence artificielle a obtenu l'autorisation de HKEX de préparer sa cotation secondaire à la bourse de Hong Kong, où elle souhaite émettre des actions pour un total représentant 5 à 9% de son capital. L'opération pourrait représenter une levée de fonds de plus de 3,5 Mds USD étant donné sa valorisation actuelle. Baidu a par ailleurs choisi CLSA et Goldman Sachs pour cette IPO qui pourrait avoir lieu dès le premier semestre 2021 d'après une source citée par le SCMP.

Baidu se joint ainsi à d'autres firmes chinoises ayant intégré la cote hongkongaise après une première introduction en bourse à New York, motivées par l'incertitude résultant des tensions sino américaines sur les entreprises chinoises listées aux Etats-Unis. Parmi elles, JD.com et NetEase avaient à elles seules levé 17 Mds USD à Hong Kong durant l'année 2020. Cette opération interviendra dans un contexte déjà prolifique pour les introductions en bourse sur la place hongkongaise, avec 9,6 Mds USD levés au cours des deux premiers mois de l'année à travers 22 IPO d'après les données de Refinitiv.

### **Transport aérien : Cathay Pacific subit des pertes record en 2020**

La compagnie hongkongaise a publié le 10 mars des résultats annuels faisant état d'une perte record de 2,8 Mds USD en 2020. Ces pertes vont au-delà du niveau attendu par le consensus de marché (2,6 Mds USD) et font de Cathay Pacific l'un des transporteurs aériens dont les résultats ont été les plus affectés par l'épidémie mondiale.

La compagnie s'est en effet trouvée fortement pénalisée du fait de son implantation à Hong Kong et des contraintes particulièrement strictes qui y ont été imposées aux voyageurs ainsi qu'aux personnels navigants. Le transporteur a dû faire face en janvier à une obligation de quarantaine imposée à son personnel de bord domicilié à Hong Kong, dont le coût supplémentaire induit a été estimé à 52 M USD par mois par Cathay Pacific.

En 2020, le nombre de passagers journalier moyen a connu une baisse de 99%, pesant fortement sur le chiffre d'affaires du groupe en baisse de plus de 50% à 6 Mds USD. Le fret aérien s'est en revanche développé avec des revenus en croissance de 17,1%.

### **Climat des affaires : Hong Kong disparaît du classement des économies les plus libres à travers le monde**

Depuis 1995 et la mise en place du classement des économies les plus libres par le think tank américain *Heritage Foundation*, Hong Kong en était arrivée chaque année en tête, avant d'être dépassée en 2020 par Singapour. Cette année la RAS disparaît totalement du classement, le think tank conservateur estimant que la perte

d'autonomie politique subie au cours des deux dernières années ne permet plus de distinguer Hong Kong d'autres centres d'affaires chinois tels que Shanghai ou Pékin. L'un des représentants de la *Heritage Foundation* a également estimé que les traditions héritées de l'empire colonial britannique telles que la *common law* et la liberté d'expression ont été, dans le même temps, considérablement affaiblies. Le secrétaire aux finances hongkongais Paul Chan a condamné la disparition de Hong Kong de ce classement, déclarant que cette décision avait été motivée uniquement par des raisons politiques.

### **Population fortunée : la croissance de la population hongkongaise ultra-fortunée attendue à seulement 5% sur les 5 prochaines années**

Le rapport « Wealth Report 2020 » publié par la société britannique Knight Frank prévoit pour la région Asie-Pacifique une croissance de 33% de sa population ultra-fortunée (UHNWI pour *Ultra High Net Worth Individuals*), c'est-à-dire dont la fortune nette dépasse 30 M USD. Ainsi d'ici 2025 l'Asie-Pacifique devrait à elle seule regrouper un quart de la population ultra-fortunée mondiale.

Hong Kong ne devrait en revanche que très peu profiter de cette croissance, Knight Frank n'anticipant qu'une hausse de 5% de la population UHNWI de la RAS sur 5 ans. Celle-ci se place ainsi 171<sup>ème</sup> sur 201 pays. La Chine continentale figure, elle en 6<sup>ème</sup> position avec une croissance attendue de sa population ultra-fortunée à 58% sur 5 ans. En termes de population UHNWI actuelle, Hong Kong occupe la 22<sup>ème</sup> place mondiale avec 2 737 résidents dont la fortune personnelle dépasse les 30 M USD mais cette position devrait donc s'éroder du fait de la faible croissance anticipée par Knight Frank. La France occupe elle le 4<sup>ème</sup> rang mondial avec 18 776 individus ultra-fortunés.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Macao

### **Bilan économique 2020 : le PIB macanais se contracte de 56,3%**

Au cours de l'année 2020, le PIB de Macao s'est contracté de -56,3%, sous l'effet de mesures de contrôle de l'épidémie particulièrement drastiques dont la fermeture des frontières aux visiteurs étrangers et une quarantaine de 15 jours pour les visiteurs chinois. Le nombre de visiteurs s'est de fait effondré à 5,89 millions contre 33 millions en 2019, soit une baisse de 85%, et les revenus des casinos ont chuté de 79,3%.

*Retour au sommaire* ([ici](#))



# Taiwan

## Indice de liberté économique : Taïwan se classe au 6<sup>ème</sup> rang du classement de la Fondation Héritage

Dans la dernière édition de l'indice de liberté économique publiée par la Fondation Héritage, [Taiwan est classée à la sixième place mondiale](#), le meilleur résultat obtenu par l'île depuis la création de cet indice il y a 27 ans. Les cinq premiers du classement, Singapour, la Nouvelle Zélande, l'Australie, la Suisse et l'Irlande, sont définis comme économie libre. Parmi les pays d'Asie-Pacifique, Taïwan, qui est classée comme économie globalement libre (*mostly free*), dépasse la Malaisie (22<sup>ème</sup>), le Japon (23<sup>ème</sup>), la Corée du Sud (24<sup>ème</sup>) et la Chine (107<sup>ème</sup>, *moderately free*). Taïwan a connu des améliorations sur huit des douze critères de l'indice, notamment en matière d'intégrité du gouvernement et d'indépendance de la justice. La Fondation Héritage souligne par ailleurs que [Taiwan reste confrontée à une productivité de la main d'œuvre relativement faible et à un manque de flexibilité](#) du travail, points essentiels à résoudre pour accéder à la catégorie supérieure de l'indice.

## Réserves de change : Taïwan recule au 6<sup>ème</sup> rang mondial

La banque centrale de Taïwan (CBC) a annoncé, le 5 mars, que [les réserves de change avaient atteint 543,3 Md USD fin février, soit une augmentation de 1,8 Md USD par rapport au mois précédent](#). La CBC attribue cette augmentation à sa bonne gestion des réserves en devises et aux [évolutions des autres devises \(euro, livre sterling, dollar canadien et dollar australien en particulier\) face au dollar américain](#). Le TWD s'est renforcé progressivement depuis le début 2020, passant de 30,045 pour 1 USD en janvier 2020, à 28,350 en février 2021 (voire à 28,258 le 3 mars). Par ailleurs, les titres et dépôts libellés en TWD et détenus par des investisseurs étrangers ont atteint, fin février dernier, 670,3 Md USD, représentant 123% du montant des réserves de change. D'après les statistiques de la CBC, [Taiwan se classe au 6<sup>ème</sup> rang mondial des réserves de change](#), derrière la Chine (3 205 Md USD), le Japon (1 380 Md USD), la Suisse (1 080 Md USD), la Russie (585 Md USD en raison de la hausse du prix du pétrole) et l'Inde (583 Md USD).

## Commerce extérieur : l'excédent commercial progresse de 59% sur les deux premiers mois de l'année

[Pour le huitième mois consécutif](#), les exportations taïwanaises progressent en février de 9,7% à 27,7 Md USD. [Selon les statistiques du ministère des Finances](#), elles s'élèvent, au cours des deux premiers mois de l'année 2021, à 62 Md USD, en hausse de +23,2%, notamment vers les principaux pays partenaires, tels que la Chine (26,1 Md USD, soit +35,6%, y/c Hong Kong), l'ASEAN (10,2 Md USD, +21,1%), les Etats-Unis (8,5 Md USD, +18,5%), l'Europe (5,1 Md USD, +12,1%) et le Japon (4,3 Md USD, +10,8%). Les produits électroniques, principal secteur d'exportation de l'île, progressent de 30,6% à 122,8 Md USD, suivis des produits de télécommunication (8,2 Md USD, +24,7%), des produits métallurgiques (4,7 Md USD, +19,2%), des plastiques (4,2 Md USD, +34,4%) et des machines (3,9 Md USD, +21,7%). La Chine reste la première destination des exportations taïwanaises (42,1% du total). Les importations taïwanaises s'élèvent à 51,3 Md USD sur les deux premiers mois de l'année et progressent également de 17,7% par rapport à la même période de 2020 ; à part celles de produits minéraux (6,5 Md USD, -15,2%), les importations de produits électroniques (13 Md USD, +31,5%), de machines et équipements (6,2 Md USD, +16,4%), de produits chimiques (4,6 Md USD, +14,5%) et de produits métallurgiques (3,3 Md USD, +14%)

enregistrent une hausse en ce début d'année. La Chine (y compris Hong Kong) reste le premier fournisseur de Taiwan (22,5% du total, +43,6%), suivie du Japon (15,3%, +13,2%), des pays d'ASEAN (12,3%, +12,7%), de l'Europe (12,2%, +23,5%) et des Etats-Unis (11%, +1,9%). Au final, l'excédent commercial de Taïwan est en progression de 59%, et atteint 10,7 Md USD.

### **Covid-19 : Taïwan annonce la construction d'une nouvelle usine de vaccins d'ici 2024**

Le ministre de la Santé et chef du centre de commande des épidémies (CECC), CHEN Shi-chung, a annoncé récemment, lors d'une interview, la construction [d'une nouvelle usine de vaccins](#). Selon lui, le covid-19 risquant de se développer sur le mode d'une grippe saisonnière, il était nécessaire pour Taiwan d'assurer son propre approvisionnement. Le [National Health Research Institutes](#) a ainsi déposé une demande auprès du National Development Council pour construire une deuxième usine d'ici 3 ans. Comme la première, [cette usine](#) sera utilisée pour renforcer les capacités de R&D et faciliter les tests, la production en petite quantité, et enfin les transferts de technologie vers les acteurs nationaux. A plus court terme, le ministre a indiqué qu'un acteur local, devrait être en mesure de produire d'ici la fin de l'année [120 M de doses](#) et d'en exporter. Aujourd'hui, les vaccins développés par *Medigen Vaccine Biologics Corp.* et *United Biomedical* sont entrés [dans la deuxième phase des essais cliniques](#), et la production locale pourrait démarrer à l'été.

### **Semi-conducteurs : le Taïwanais GlobalWafers rachète l'allemand Siltronic**

Début mars, la société taïwanaise GlobalWafers a annoncé avoir acquis un peu plus de 70% des parts de son concurrent allemand Siltronic. Elle devient ainsi [le deuxième fournisseur mondial](#) de plaquettes de silicium avec près de 27% de parts de marché derrière le japonais Shin-Etsu Chemical (29%). Doris WU, Chairman et CEO de GlobalWafers, anticipe en effet avec cette acquisition un doublement de la capacité de production et une augmentation des revenus du groupe de 75%. GlobalWafers, qui a réalisé [une série d'acquisitions](#) depuis 2012 (Covalent, Topsil, SunEdison...), est déjà présent en Europe notamment en Italie et au Danemark.

*Retour au sommaire* ([ici](#))



# Mongolie

## Secteur minier : 22% du PIB de la Mongolie en 2020

Selon l'office national des statistiques mongoles, [le secteur minier représente 22% du PIB, 71% de la production industrielle et 94% des exportations mongoles en 2020](#). Les revenus budgétaires sur l'année en question ont diminué de 12,6% par rapport à 2019 en raison de la pandémie de COVID-19, pour s'établir à 10,4 Mds MNT (3,1 Mds EUR). Toutefois, la contribution de l'industrie minière au budget du gouvernement a représenté 25,7%, en augmentation de 1,4% par rapport à l'année précédente.

Le ministère des Mines et de l'Industrie lourde rapporte que le budget du gouvernement en 2019 avoisinait les 11,9 Mds MNT (3,5 Mds EUR), dont 2,9 Mds MNT (855,5 MEUR), soit 24,3% provenaient de l'industrie minière.

## Finances publiques: la dette extérieure de la Mongolie en augmentation de 1,5 Md USD en 2020

[La dette extérieure totale du pays a atteint 32,2 Mds USD en 2020](#). Selon l'office national des statistiques, la dette extérieure aurait augmenté de 1,5 Md USD (4,8%) par rapport à l'année précédente et de 969,4 MUSD (3,1%) par rapport au trimestre précédent ; causant une augmentation de la dette publique de 4 Mds MNT (1,1 Md EUR) en un an. La dette du pays est structurée de la façon suivante :

- 11,4 Mds USD (35,5%) d'investissements directs étrangers et des prêts entre entreprises ;
- 8,7 Mds USD (26,9%) de dette publique ;
- 2,2 Mds USD (6,9%) de dette détenue par la banque centrale
- 1,6 Md USD (5,1%) de dette détenue par les différentes institutions de dépôt bancaire.

La dette extérieure représente 89% de la dette totale du pays contre 4,1% de dette intérieure (et 3,8% d'endettement à travers l'émission d'obligations d'Etat). L'augmentation totale de la dette a été principalement attribuée à l'augmentation des investissements directs étrangers et des prêts interentreprises à hauteur de 1,1 Md USD ; les prêts publics ayant quant à eux augmenté de l'ordre de 948,5 MUSD, et les prêts attribués par la banque centrale de 235 MUSD.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet  
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Lianyi Xu, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berdér, François Lemal

Pour s'abonner : [florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr](mailto:florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr)